

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 14

Der schweizerische Geschäftsträger in Rom, Ch. L. E. Lardy, an den Bundespräsidenten und Vorsteher des Politischen Departementes, M. Ruchet

PB handschriftlich

Rome, 2 septembre 1911

[...]¹

Ces Messieurs laissent en général la Suisse italienne tranquille. La *Rassegna Contemporanea* insinuait il y a quelques jours que le Gothard servait de barrière

1. *Der Gesandte erwähnt gewisse Grenzschwierigkeiten mit Italien und kommt dann auf die Irredentisten zu sprechen.*

suffisante à l'invasion pangermanique, que les institutions libres laissent au Tessin son autonomie et que la population se réveillerait au sentiment de l'unité italienne dès que l'occasion s'en présenterait. Mais c'est vers les provinces autrichiennes de Trente et Trieste et vers l'île de Malte que les yeux se tournent. Malte surtout a fait cet été l'objet de beaucoup de dissertations et l'on paraît regretter que l'amitié anglo-italienne n'ait pas eu pour résultat un plus vaste développement de la «Dante Alighieri» ou des autres sociétés irrédentistes dans l'île. Il ne faut pas se dissimuler que toutes les écoles italiennes fondées de par le monde n'ont pas seulement un but de culture mais aussi une destination politique et tendent à préparer une expansion future éventuelle. Vous trouverez sous ce pli un petit programme réclame signé par un membre du Conseil Central des Ecoles italiennes à l'étranger, qu'on m'a envoyé sans mystère et qui parle des écoles à l'étranger comme d'une «base de la question politique et nationale» et d'un «moyen non modeste ni isolé de l'expansion que nous méditons». C'est pour cela que la France à Tunis et l'Angleterre à Malte n'encouragent pas les écoles italiennes ni les sociétés de «Culture»².

Il est des gens qui prétendent que le Gouvernement italien serait disposé à profiter de ce réveil du sentiment national, combiné avec l'incident d'Agadir, pour annexer la Tripolitaine.

Vous vous souvenez que, dès la première nouvelle de l'envoi de la «Panther», M. Bollati avait parlé à Monsieur Pioda d'une occupation éventuelle de Tripoli. Depuis, M. Giolitti a chassé de Constantinople son ambassadeur Mayor pour le remplacer par un homme dont il fût sûr. Il a également changé son consul à Tripoli et a obtenu de la Turquie le rappel du Vali italophobe. Il laisse la presse parler sans cesse d'incidents en Cirénaïque. L'Italie sait que la France détache lentement des parcelles du Hinterland sous divers prétextes et voudrait pouvoir l'en empêcher. L'incident du Maroc vient fournir une excuse aux Italiens pour demander des compensations. Au point de vue de la dignité nationale, l'Italie ne désire pas laisser «déchirer par les autres l'acte d'Algésiras» sans dire son mot. La défection d'Algésiras n'a pas rapporté grand-chose à l'Italie, qui s'était placée du côté de la France contre son alliée l'Allemagne, et c'est maintenant à l'Alle-

2. In einem Bericht vom 8. November 1913 an das Politische Departement äusserte sich Pioda zum italienischen Nationalismus und Irredentismus folgendermassen: [...] Le parti nationaliste proprement dit fait en Italie plus de bruit qu'il n'est gros, au point de vue parlementaire. Il ne sera représenté que par quelques rares députés perdus dans la foule, et encore ces derniers n'ont-ils pas osé, dans leurs manifestes, faire les déclarations violentes dont ils remplissaient jusqu'ici la presse. Cela ne tient pas à ce que le nationalisme ne soit pas développé en Italie: le chauvinisme impérialiste y progresse au contraire; mais en temps d'élections il est plus prudent de parler d'avantages économiques que d'évoquer des guerres et des impôts de guerre. Le parti nationaliste n'est pas un parti irrédentiste: il rêve de conquêtes bien autrement vastes que celle des quelques régions non rachetées de l'Autriche ou de la Suisse. En ce sens, il n'est pas directement dangereux pour les voisins de l'Italie. Il l'est seulement indirectement pour l'encouragement qu'il donne à un impérialisme à outrance qui, en fin de compte, vise aussi les régions de l'irrédentisme. Rhodes, l'Albanie sont ses buts immédiats. Le Trentin et les autres terres soumises à l'étranger sont, pour les nationalistes, destinées à rentrer un jour d'elles-mêmes dans le giron de la métropole agrandie. [...] (E 2300 Rom, Archiv-Nr. 15).

magne qu'elle serait obligée de demander la permission, si elle voulait s'attaquer à un morceau de sol turc.

Il est peu probable qu'elle songe à une conquête. Déjà le maréchal Radetsky dépeignait le soldat italien comme bon, mais peu porté à la guerre. Le peuple et le Gouvernement ne sont pas seulement pacifiques mais pacifistes et désirent éviter toute occasion de dépenses et de dangers. On parle beaucoup d'une entrevue – d'ailleurs démentie – qui se préparerait entre M. di San Giuliano et M. de Kiderlen-Waechter. Si elle a lieu, il est possible que le ministre italien en profite pour demander à l'Allemagne son désintéressement éventuel de la Cirénaïque, mais il est peu probable qu'il s'agisse d'une occupation immédiate. Le Gouvernement sait fort bien qu'en Italie on aboie volontiers mais qu'il n'y a plus personne dès qu'il s'agit d'affronter les conséquences de son attitude. Le Gouvernement italien aime à se faire donner de temps à autre de nouvelles assurances au sujet de la Tripolitaine pour interrompre la prescription, et tout porte à croire qu'il agit plus dans ce sens que dans une intention de conquête à bref délai. Le Consul d'Allemagne à Tripoli a déclaré il y a quelques jours à un journaliste italien que l'Allemagne était absolument respectueuse des droits du Sultan et a ajouté qu'il conseillait à l'Italie de ne pas aller se fourrer dans ce guêpier.